



PROGRESSIVE UPDATES

Pan-African Progressive Front Newsletter

B U L L E T I N M E N S U E L

MAI 2026

THÈME DU MOIS

L'édition de mai du bulletin mensuel du PPF présente un ensemble d'articles éclairants liés au continent, à commencer par l'éditorial sur les incidents xénophobes en Afrique du Sud. Elle propose ensuite des communiqués et des articles rédigés par le Secrétariat et par d'autres organisations panafricaines et groupes de presse. S'y ajoutent des événements consacrés aux réparations en Afrique et au-delà.

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Ce bulletin est publié par le Front progressiste panafricain (PPF) à des fins d'information, d'éducation et d'engagement public uniquement. Les opinions, positions et analyses qui y sont exprimées reflètent les perspectives politiques et stratégiques du PPF et de sa direction, et ne représentent pas nécessairement les positions des institutions partenaires, des organisations participantes ou des contributeurs individuels (sauf mention contraire). L'ensemble des éléments qui y figurent vise à soutenir le dialogue public, la solidarité panafricaine et la participation citoyenne.

« LE PAIN QU'ILS ONT PARTAGÉ »

Des Sud-Africains chassent d'autres Africains des villes mêmes où l'Afrique enterra jadis ses fils pour libérer l'Afrique du Sud. Les attaques sont une blessure. Le danger plus profond, c'est ce qu'elles menacent de défaire...



Les avions qui se sont posés à Accra durant la dernière semaine de mai transportaient une cargaison que ce continent avait prié de ne jamais avoir à charger de nouveau : des Africains fuyant l'Afrique. Trois cents Ghanéens sur le premier vol, plus de huit cents enregistrés derrière eux, rassemblés dans les rues de Johannesburg et de Durban par leur propre gouvernement et rapatriés, où une délégation les a accueillis sur le tarmac avec la tendresse maladroite que l'on réserve à ceux qui ont survécu à quelque chose. Le Nigéria prépare ses propres vols ; cent trente de ses ressortissants ont déjà demandé à être évacués. Le Kenya, le Malawi, le Lesotho et le Zimbabwe ont enjoint à leurs ressortissants de rester portes closes. Quand cela se produit ailleurs dans le monde, nous appelons cela une évacuation. Soyons donc honnêtes sur ce que nous regardons. Nous évacuons des Africains hors d'Afrique.

Ce qu'ils fuient porte un nom clinique et un visage hideux. Tout au long des mois d'avril et de mai, des mouvements de justiciers opérant sous des noms comme March and March et Operation Dudula ont sillonné les villes sud-africaines, exigeant des personnes nées à l'étranger qu'elles présentent leurs papiers, pillant les commerces tenus par des migrants et affichant un ultimatum : tous les étrangers partis avant le trente juin. L'an dernier, leurs membres se tenaient aux portes des cliniques publiques du Gauteng et du KwaZulu-Natal et refoulaient les malades incapables de prouver leur citoyenneté, comme si la fièvre vérifiait un passeport. Un livreur zimbabwéen de Pretoria raconte avoir été encerclé par une foule pendant que ses propres collègues s'enfuyaient de la camionnette. Un maître de conférences en comptabilité a perdu son poste parce qu'une foule a décidé que les personnes nées à l'étranger

n'avaient pas droit à un salaire. Pretoria qualifie ces épisodes d'isolés et conteste le bilan des victimes. Mais l'Afrique du Sud s'est déjà tenue sur ce terrain. En 2008, plus de soixante personnes furent tuées et cent mille chassées de leurs foyers. En 2015, l'armée est entrée dans les townships. En 2019, des devantures nigérianes ont brûlé et la fumée a dérivé jusqu'à Abuja, où des foules ont répliqué en saccageant les bureaux d'une entreprise sud-africaine. Une chose qui revient à une telle échelle n'est pas un incident. C'est un schéma. Et les schémas ne sont pas la météo ; ils ont des auteurs et ils ont des causes.

La cruauté particulière de ce schéma tient à ce que sa lame se retourne, avec une précision presque parfaite, contre les peuples mêmes qui ont payé pour la liberté de l'Afrique du Sud.

La mémoire est courte ; lisons donc le grand livre à voix haute. Lorsque le Congrès national africain fut interdit chez lui, c'est Lusaka qui l'accueillit ; depuis le sol zambien, l'Umkhonto we Sizwe s'organisa, et sur les ondes zambiennes, Radio Freedom porta les nouvelles qu'un pays censuré n'avait pas le droit d'entendre. C'est Dar es Salaam qui abrita Oliver Tambo et toute une génération d'exilés, dans une Tanzanie qui, sous Julius Nyerere, offrit ses salles de classe et ses camps à des enfants qui n'étaient pas les siens. L'Angola, le Mozambique, le Botswana, le Zimbabwe, les États de la ligne de front, ouvrirent leurs frontières et le payèrent ensuite dans le sang, lorsque les commandos de l'apartheid franchirent ces frontières pour assassiner des réfugiés et financer les guerres civiles qui éventrèrent Maputo et Luanda. Selon une estimation, ces pays auraient renoncé à quelque trente milliards de dollars de développement perdu avant la fin de la décennie 1980. Ils n'ont jamais envoyé la facture.

Et puis il y a le Nigéria, qui consacra à la libération d'autrui une fortune qu'il pouvait à peine se permettre. En 1976, il créa le Fonds de secours pour l'Afrique australe et préleva deux pour cent du salaire de chaque fonctionnaire à cette fin, une retenue que les Nigériens en vinrent à appeler, sans ironie ni ressentiment, l'« impôt Mandela ». Le général Obasanjo donna des millions du Trésor et des milliers de sa propre poche ; son cabinet suivit ; et les écoliers, rapportent les sources, sautèrent leur déjeuner pour que les pièces puissent partir vers le sud. En six mois, des Nigériens ordinaires avaient réuni plus de dix millions de dollars pour les enfants d'un pays que la plupart d'entre eux ne verraient jamais. Lagos coupa son pétrole au régime de l'apartheid et en absorba la perte. Lorsque Mandela recouvra la liberté, le Nigéria avait déversé environ soixante et un milliards de dollars dans la longue guerre contre l'apartheid, davantage, dit-on, que toute autre nation sur terre. Quand Mandela sortit de prison, le premier voyage qu'il accomplit ne fut pas vers une capitale occidentale. Ce fut une tournée de l'Afrique, pour remercier les maisons qui l'avaient gardé.

Le président de l'Afrique du Sud lui-même se souvient de tout cela, et il l'a dit le Jour de la liberté, alors même que les foules se formaient. « Nous ne sommes pas entrés seuls dans la liberté », a déclaré Cyril Ramaphosa à son peuple. « Nous avons été portés par une vague de solidarité venue des nations d'Afrique. Elles ont partagé leur pain et leur foyer. » Il ne saurait être, a-t-il averti, que l'Afrique du Sud piétine désormais dans la poussière la fraternité qui a rendu sa liberté possible. Les mots sont parfaitement justes. L'ennui, c'est la distance entre la tribune et le township, entre un chef d'État invoquant l'ubuntu et un homme sur un trottoir de Pretoria à qui l'on dit d'aller réparer son propre pays. On ne juge pas un gouvernement à l'éloquence de ses condamnations, mais à la sécurité des personnes à l'intérieur de ses frontières, et à cette aune, les discours n'ont pas encore atteint la rue.

C'est pourquoi l'affaire ne peut plus être laissée aux assurances de Pretoria. Le Ghana a demandé à l'Union africaine d'inscrire ces attaques à l'ordre du jour lorsque les chefs d'État se réuniront au Caire le vingt-quatre juin, et Pretoria a regimbé, mal à l'aise d'être traduite devant la famille. Mais la famille est précisément le bon for, car la blessure est celle de la famille. La même Afrique qui signe la Zone de libre-échange continentale, misant son avenir sur la promesse radicale que les biens et les personnes pourraient circuler à travers ces frontières coloniales comme si elles n'étaient que les lignes artificielles qu'elles sont, ne peut en même temps détourner le regard pendant que des Africains sont pourchassés à travers l'une de ces frontières pour le crime de l'avoir franchie. On ne peut bâtir un marché unique sur un continent où un Malawien a peur d'ouvrir un commerce à Durban. La contradiction ne tiendra

pas. Soit la solidarité qui a mis fin à l'apartheid devient la solidarité qui bâtit l'union, soit elle se corrompt en ce mensonge le plus ancien et le plus commode que l'on puisse vendre à un peuple en difficulté : que l'auteur de sa faim est l'étranger qui a faim à ses côtés.

Car tel est le mensonge au cœur pourri de tout ceci, et il faut le nommer clairement. Les pauvres d'Afrique du Sud n'imaginent pas leur souffrance. Le chômage est réel, l'inégalité obscène, l'architecture économique de l'apartheid encore debout trente ans plus tard, et les défaillances de gouvernance qui dispersent Zimbabwéens et Mozambicains à travers la région sont réelles, elles aussi. Le migrant et l'homme qui l'agresse ont, le plus souvent, été trahis par ces mêmes gouvernements. Mais la misère est dirigée comme une arme vers la mauvaise cible, et il est des politiciens qui la chargent à dessein — qui ont appris qu'il est moins coûteux de désigner l'étranger que de fournir un emploi. Chaque continent a ces marchands. L'Afrique, plus que tout autre lieu, devrait désormais connaître leur visage, et savoir où mène leur chemin.

Ainsi, le choix qui se présente à nous ne porte pas vraiment sur la politique migratoire, même si celle-ci doit être corrigée, ni sur qui a tué qui, même si cela exige justice. Il porte sur la question de savoir si l'unité africaine est une chose que nous pensions vraiment ou simplement une chose que nous disions. Les hommes et les femmes que l'on évacue aujourd'hui d'Afrique du Sud sont les petits-enfants du pacte qui l'a libérée. Si le continent hausse les épaules, la leçon que l'Afrique tout entière retiendra, c'est que sa solidarité fut toujours conditionnelle, échangeable seulement à la saison du besoin d'autrui. Si, au contraire, elle tient bon, si Le Caire parle d'une seule voix, si Pretoria transforme ses belles paroles en arrestations et en protection, si le reste d'entre nous résiste à la tentation de répondre à la cruauté en Afrique du Sud par la cruauté envers les Sud-Africains à Lagos ou à Accra, alors quelque chose est sauvé qui vaut davantage que n'importe quel chiffre commercial.

Les enfants nigériens qui se sont privés de déjeuner n'ont pas demandé à quelle nation appartenait l'enfant affamé sur la photographie. Ils savaient que la réponse était l'Afrique, et ils l'ont nourri. On nous demande, aujourd'hui, de nous souvenir de ce que ces enfants comprenaient. Le pain fut partagé une fois. On le réclame désormais avec intérêts, dans la peur. Toute la question de l'avenir du continent tient dans ce petit et terrible renversement, et nous y répondrons, d'une manière ou d'une autre, que nous le choissions ou non.

UNE SEULE AFRIQUE !!!

LE FRONT PROGRESSISTE PANAFRICAIN SOUTIENT LE PASAI À L'OUVERTURE DU SOMMET DU PANAFRICANISME CONTRE L'IMPÉRIALISME À NAIROBI



Emmanuel Macron et des chefs d'État africains ont convoqué le Sommet France-Afrique à Nairobi tandis que des mouvements anti-impérialistes de tout le continent et du Sud global se rassemblaient dans la même ville pour le **Sommet du panafricanisme contre l'impérialisme (PASAI)**. Convoqué par le Parti communiste marxiste du Kenya et un large comité de travail de formations anti-impérialistes, le PASAI constituait une riposte politique directe au sommet officiel, intitulé « *L'Afrique en avant : partenariats Afrique-France pour l'innovation et la croissance.* » Là où le sommet officiel réunissait des chefs d'État et des intérêts économiques français à huis clos, le PASAI a rassemblé des partis révolutionnaires, des mouvements ouvriers, des organisations de jeunesse et des formations progressistes de toute l'Afrique et du Sud global. C'était le sommet qui parlait au nom des peuples d'Afrique. Le PPF s'identifie pleinement à son objet, à ses revendications et aux mouvements qui l'ont rendu possible.

Le PPF se déclare solidaire du peuple kényan et de toutes les formations réunies au sein du **PASAI**.

[LIRE ICI LA DÉCLARATION DE SOLIDARITÉ DU PPF ~](#)

NOUVELLES DES ÉVÉNEMENTS DU PASAI : ARRESTATIONS ET RÉSISTANCE DES MANIFESTANTS AU PASAI 2026.

Le PPF condamne les arrestations de Nairobi et qualifie la répression étatique au PASAI 2026 d'affront aux droits des Africains



Le PASAI 2026 a été organisé comme une contre-mobilisation populaire face aux réunions officielles Afrique-France, rassemblant plus de 200 organisations pour contester ce que ses organisateurs ont justement décrit comme le rebaptême de la Françafrique sous le langage de l'innovation et du partenariat. Que l'État kenyan ait choisi de répondre à une contestation pacifique par la force, les jours mêmes où son gouvernement accueillait un chef d'État étranger en grande pompe diplomatique, nous dit tout ce que nous avons besoin de savoir sur les intérêts que l'on protège à Nairobi cette semaine.

Nous exprimons notre solidarité pleine et indéfectible envers chaque camarade détenu sur le terrain. Notre déclaration complète suit ci-dessous.

[DÉCLARATION OFFICIELLE DU PPF CONDAMNANT LES ARRESTATIONS AU PASAI 2026](#)

CUBA ANNONCE QUE SES RÉSERVES DE CARBURANT SONT ÉPUISÉES, CONSÉQUENCE DIRECTE DU BLOCUS AMÉRICAIN



Le ministre cubain de l'Énergie et des Mines, Vicente De la O Levy, a annoncé que les réserves de carburant et de diesel du pays étaient totalement épuisées, ne laissant qu'une quantité minimale de carburant pour maintenir des services sociaux essentiels comme les hôpitaux. Un article de Peoples Dispatch rapporte que cette grave crise énergétique découle d'un blocus économique et énergétique américain intensifié, qui a pour ainsi dire interdit les exportations de pétrole brut vénézuélien vers Cuba à la suite d'une action militaire américaine au Venezuela début janvier 2026. Hormis un unique pétrolier russe ayant livré environ 100 000 tonnes de pétrole brut en mars pour apporter un soulagement temporaire, les gouvernements et fournisseurs étrangers ont été dissuadés de vendre du pétrole à l'île par la menace de lourdes sanctions économiques américaines.

Malgré ces difficultés extrêmes, la menace imminente d'une intervention armée américaine et les avertissements de responsables cubains selon lesquels une attaque militaire conduirait à un bain de sang catastrophique, la direction cubaine affirme rester ouverte à un dialogue d'égal à égal tout en étant déterminée à défendre la nation et à résister aux pressions extérieures.

Au peuple résilient de Cuba, le Front progressiste panafricain (PPF) exprime sa solidarité indéfectible alors que vous endurez cette crise énergétique brutale et fabriquée de toutes pièces. Nous condamnons avec force le blocus américain illégal et inhumain, qui transforme les besoins essentiels en armes pour étouffer votre nation souveraine et infliger des souffrances à des vies innocentes. Votre esprit indomptable, face à une pression extérieure aussi immense, inspire la résistance mondiale, et nous joignons notre voix à l'appel international exigeant la fin immédiate et inconditionnelle de ces sanctions dévastatrices.

[LIRE L'ARTICLE COMPLET ICI~](#)

LA CONFÉRENCE DE LA GAUCHE S'OUVRE EN AFRIQUE DU SUD : LA GAUCHE SE RASSEMBLE POUR RECONSTRUIRE LE POUVOIR DE LA CLASSE OUVRIÈRE



Un rassemblement historique de trois jours d'organisations de gauche s'est achevé hier au Birchwood Hotel, visant à revitaliser le militantisme de la classe ouvrière et à contester les structures capitalistes du pays. Tenue du 29 au 31 mai 2026, la **Conférence de la gauche** s'est réunie sous le thème « *Construire un mouvement de gauche pour le pouvoir ouvrier et populaire.* » Conçue comme un forum inclusif assurant une représentation égale, l'événement a réuni une large coalition composée de 14 partis politiques, 14 syndicats, 3 fédérations syndicales et plus de 40 organisations sociales, communautaires, environnementales et de solidarité internationale.

L'objectif principal de la conférence était d'établir un cadre unifié, fondé sur des campagnes, pour faire face à l'aggravation de la crise du coût de la vie en Afrique du Sud, à la profonde inégalité de classe et à l'échec de la transformation économique structurelle depuis 1994. Les délégués ont participé à des débats intenses répartis entre trois grandes commissions : Éducation politique et contexte mondial ; Rapport de forces, luttes et stratégie ; et Transformation économique, environnement et structures de gauche.

Sur le plan international, des déclarations de solidarité ont vigoureusement condamné l'impérialisme, appelant à la fin du blocus américain contre Cuba et exigeant un soutien absolu à la Palestine. La conférence s'est conclue par l'adoption d'une résolution commune destinée à servir de programme d'action concret et tourné vers l'avenir pour la classe ouvrière.

[VISITEZ LEUR SITE WEB POUR EN SAVOIR PLUS~](#)

COMMUNIQUÉ DU SMG À L'OCCASION DE LA JOURNÉE DE LIBÉRATION DE L'AFRIQUE, 2026

Le 25 mai marque la Journée de libération de l'Afrique, une journée qui commémore les luttes, les sacrifices et les aspirations des peuples d'Afrique pour l'unité, la libération, la dignité et l'autodétermination. Alors que les progressistes, les travailleurs, les étudiants, les paysans et les peuples opprimés de tout le continent réfléchissent à cette occasion historique, nous réaffirmons notre engagement envers le projet inachevé de l'émancipation africaine.

La vision fondatrice de l'unité continentale est née de la lutte anticoloniale. Les dirigeants et les mouvements de toute l'Afrique avaient compris que l'indépendance politique sans souveraineté économique laisserait l'Afrique vulnérable à l'exploitation par les puissances impériales, les multinationales et les élites locales alignées sur les intérêts étrangers. Des décennies plus tard, cet avertissement demeure d'une actualité douloureuse.

Partout sur le continent, les travailleurs africains continuent de subir le chômage, les bas salaires, la privatisation, la dépendance à la dette et les attaques contre les services publics. Nos minerais enrichissent des entreprises étrangères tandis que des millions de personnes restent privées de soins de santé de qualité, de logement, d'éducation, d'électricité et d'eau potable. Les richesses de l'Afrique continuent d'être extraites pendant que la majorité endure la pauvreté et l'inégalité.

Nous rejetons la domination persistante des économies africaines au moyen de systèmes commerciaux injustes, de régimes d'endettement imposés par les institutions financières internationales, de l'intervention militaire et de l'extraction des ressources contrôlée par le capital mondial. L'Afrique ne peut être véritablement libre tant que son développement est subordonné aux intérêts des puissances étrangères et des élites compradores.

Nous condamnons fermement la montée de la xénophobie et des violences anti-migrants en Afrique du Sud dirigées contre des Africains frères venus de tout le continent. Aucun migrant africain n'est responsable du chômage, de la pauvreté, de la criminalité ou de la faillite de l'État. Les véritables causes de la souffrance sociale résident dans l'inégalité, le chômage de masse, la corruption, l'austérité et un système économique qui concentre les richesses entre les mains d'une petite élite tandis que des millions de personnes sont laissées sans perspectives.

Les tentatives de dresser les travailleurs africains et les communautés pauvres les uns contre les autres ne servent que les intérêts des politiciens, des entreprises et des forces réactionnaires qui profitent de la division. Le panafricanisme ne peut coexister avec la xénophobie. Une atteinte portée à un seul Africain est une atteinte portée à tous les Africains.

Nous appelons les gouvernements, les syndicats, les mouvements sociaux, les organisations étudiantes et les responsables communautaires

de tout le continent à rejeter le tribalisme, le chauvinisme et la haine xénophobe, et à bâtir au contraire la solidarité entre les peuples africains dans la lutte commune pour la justice, la dignité et la libération.

La Journée de libération de l'Afrique doit donc être plus qu'une cérémonie. Elle doit être un appel à l'action pour une

nouvelle ère de solidarité panafricaine, ancrée dans les intérêts des travailleurs, des paysans, de la jeunesse, des femmes et des pauvres.

Nous demandons :

- Le contrôle démocratique des ressources naturelles de l'Afrique au profit des peuples africains
- L'investissement dans des services universels de santé, d'éducation, de logement, de transport et de protection sociale
- L'annulation des dettes illégitimes qui étranglent les économies africaines
- L'industrialisation régionale et la coopération économique plutôt que la dépendance aux exportations de matières premières

- La protection des droits des travailleurs, des syndicats et des libertés démocratiques
- La résistance à la militarisation, à l'ingérence étrangère et à la domination néocoloniale
- La justice climatique et un développement durable qui fait passer les peuples avant le profit
- Une véritable unité continentale construite par la base grâce à la solidarité entre les peuples africains

Nous exprimons également notre solidarité avec les luttes de libération à travers le monde contre le colonialisme, l'apartheid, le racisme, l'occupation et l'exploitation. La lutte des peuples africains est indissociable de la lutte mondiale

contre l'impérialisme et le capitalisme.

En cette Journée de libération de l'Afrique, nous rendons hommage aux générations qui ont combattu pour la libération et nous nous engageons de nouveau à bâtir une Afrique unie, socialiste, démocratique et autonome.

Une autre Afrique n'est pas seulement possible, elle est aussi nécessaire.

SIGNÉ

Kwesi Pratt Jnr

Secrétaire général

L'HEURE DES COMPTES POUR LE VATICAN : LE PAPE LÉON XIV RECONNAÎT SA COMPLICITÉ DANS LA TRAITE NÉGRIÈRE, MAIS LA PUISSANCE PANAFRICAINNE EXIGE LA RESTITUTION, ET PAS SEULEMENT LE REPENTIR !



Dans un revirement monumental qui fait écho aux cris longtemps ignorés de la diaspora noire mondiale, le pape Léon XIV a profité de sa première encyclique, *Magnifica Humanitas*, pour présenter des excuses institutionnelles sans précédent au sujet du rôle direct du Saint-Siège dans la légitimation et l'expansion de la traite transatlantique des esclaves. En formulant cet aveu historique, le premier pontife de l'histoire né aux États-Unis, dont l'ascendance métisse comprend explicitement à la fois des personnes africaines réduites en esclavage et des esclavagistes européens, a reconnu que le Vatican avait activement permis l'assujettissement de l'époque coloniale.

En reconnaissant l'impact catastrophique de directives papales du XVe siècle telles que *Dum Diversas*, qui conféraient explicitement aux souverains européens l'autorité religieuse d'envahir, de conquérir et de réduire les non-chrétiens à une servitude perpétuelle, le pape a balayé des siècles de déni institutionnel, qualifiant la complicité de longue date de l'Église de profonde « blessure dans la mémoire chrétienne ».

De manière cruciale, cet aveu attendu de longue date va bien au-delà des excuses évasives et génériques des papes précédents, qui se contentaient de blâmer les actes de chrétiens individuels. Pour la première fois, la plus haute instance de l'Église catholique a reconnu sa propre culpabilité systématique et institutionnelle dans l'élaboration de l'architecture idéologique de la suprématie blanche et de l'anti-noirceur mondiale.

Le pape Léon XIV a replacé ces atrocités historiques dans une critique plus large de l'économie numérique moderne, traçant une ligne directe entre les chaînes du passé et l'exploitation néocoloniale de l'ère moderne, telle que le travail périlleux et invisible de jeunes Africains extrayant des terres rares pour l'infrastructure de l'intelligence artificielle. Des universitaires et des militants panafricains ont relevé qu'en reconnaissant le retard séculaire à condamner universellement l'asservissement humain, le Vatican a enfin validé les vérités historiques que la famille africaine mondiale défend avec ardeur depuis des générations.

Toutefois, si l'Église catholique souhaite véritablement guérir les blessures mondiales infligées par ses décrets

historiques, elle doit comprendre que des excuses sans expiation matérielle ne sont qu'un geste vide destiné à absoudre une culpabilité consciente.

Nous appelons le Vatican à dépasser le sanctuaire de la rhétorique et à mettre en œuvre avec détermination un cadre mondial complet de réparations. La véritable justice panafricaine exige que l'immense richesse accumulée par l'Église au fil de siècles d'esclavagisme institutionnel et de terres autochtones volées soit systématiquement restituée aux communautés, aux nations et aux descendants d'Afrique et des Amériques qu'elle a contribué à coloniser.

Le Vatican doit financer des initiatives éducatives continentales, financer une restauration agricole massive, restituer les artefacts africains pillés et investir massivement dans la réhabilitation structurelle de ceux qui souffrent encore du traumatisme générationnel de la subordination mondiale. La justice n'est pas une demande de pardon ; elle est l'exigence absolue de la restitution.

Le pape Léon XIV EN DIRECT : il présente des excuses pour le rôle de l'Église dans l'esclavage, « une blessure dans la mémoire chrétienne » | Saint-Siège

[CLIQUEZ POUR REGARDER LA VIDÉO~](#)

178 ANS DE RETARD : LA FRANCE ABROGE SYMBOLIQUEMENT LE BARBARE « CODE NOIR » POUR AFFRONTER SON FANTÔME, MAIS LA DIASPORA NOIRE EXIGE LA RICHESSE, PAS DES DISCOURS !

Dans une rare démonstration d'unité politique totale, l'Assemblée nationale française a voté à l'unanimité (254 voix contre 0) l'abrogation officielle du *Code Noir* (le « Code noir »). Décret royal brutal du XVII^e siècle qui classait légalement les êtres humains africains comme « biens meubles ». Signé par le roi Louis XIV en 1685, ce terrible code de 60 articles régissait l'exploitation systématique de plus d'un million d'Africains dans les colonies françaises, sanctionnant légalement la torture, la mutilation, le viol et l'exécution pour enrichir des ports comme Nantes et Bordeaux. Si la France a définitivement aboli l'esclavage en 1848, ce vestige juridique suprémaciste blanc n'a jamais été officiellement supprimé, subsistant silencieusement dans les recueils de lois pendant près de deux siècles. Lors d'une séance législative chargée d'émotion, des descendants d'esclaves ont déclaré en larmes que ce vote symbolique constituait une restauration impérative de l'humanité ancestrale et un rejet de l'indifférence historique que le président Emmanuel Macron a reconnu être devenue « une forme d'offense ».

Toutefois, cet effacement législatif attendu de longue date ne doit pas être confondu avec une véritable justice historique ou économique. Pour les 1,9 million de citoyens vivant dans les départements d'outre-mer appauvris de la France, tels que la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane française et La Réunion, l'héritage du *Code Noir* demeure profondément structurel, se manifestant par un taux de chômage deux fois supérieur à celui de la France métropolitaine, une pauvreté sévère et le maintien de monopoles coloniaux blancs sur les infrastructures publiques. Des critiques et des militants panafricains affirment que, si retirer ce texte génocidaire dormant du système juridique constitue une reconnaissance nécessaire des crimes historiques de Paris, cela élude soigneusement la question cruciale de la réparation matérielle. Le président Macron a concédé de manière ambiguë que la question des réparations « ne doit pas être refusée », mais il continue d'offrir des paroles évasives, sans engagement financier ni cadre concret. La véritable justice réparatrice ne s'obtiendra pas par des votes législatifs symboliques ; elle exige que la France règle ses immenses dettes historiques envers la diaspora noire mondiale et démantèle les inégalités néocoloniales qui étouffent encore ses anciens territoires esclavagistes.

LA RÉVOLUTION INACHEVÉE : D'ADDIS-ABEBA À LA RÉPARATION



À l'occasion de la **Journée de libération de l'Afrique 2026**, le Secrétariat du Front progressiste panafricain (PPF) a publié une déclaration officielle marquant les 63 ans de la fondation de l'Organisation de l'unité africaine. Intitulée - « *La révolution inachevée : d'Addis-Abeba à la réparation* », la déclaration rappelle ce pacte sacré de 1963, lorsque trente-deux nations nouvellement souveraines se réunirent pour proclamer que l'Afrique parlerait d'une seule voix et revendiquerait d'une seule volonté.-

Le Secrétariat a nommé ce qui reste à accomplir :

- Les réparations, non comme une charité mais comme une obligation juridique et morale
- Une Union africaine transformée, capable d'une véritable union politique
- Un règlement de comptes complet avec les puissances coloniales et les structures persistantes du capitalisme racial

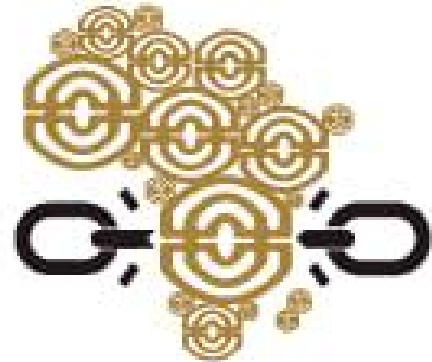
« La liberté n'est pas négociable. La dignité n'est pas partielle. Et la dette due à l'Afrique sera réclamée jusqu'à son paiement intégral. »

La révolution de 1963 fut le commencement. L'achèvement de cette révolution est la tâche de notre génération.

[LIRE NOTRE DÉCLARATION COMPLÈTE CI-DESSOUS~](#)

CONFÉRENCE CONSULTATIVE DE HAUT NIVEAU SUR LES PROCHAINES ÉTAPES DE LA RÉOLUTION HISTORIQUE DE L'ONU SUR LA TRAITE DES AFRICAINS RÉDUITS EN ESCLAVAGE

**NEXT
STEPS**



Le ministère ghanéen des Affaires étrangères mène l'une des initiatives diplomatiques les plus marquantes de l'histoire africaine récente : la mobilisation mondiale pour une justice réparatrice au titre de la traite transatlantique des esclaves. L'élan a atteint un jalon décisif le 25 mars 2026, lorsque l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution historique portée par le Ghana, reconnaissant officiellement la traite des Africains réduits en esclavage et le système de l'asservissement racialisé comme biens meubles comme le crime le plus grave contre l'humanité, une résolution soutenue par 123 États membres de l'ONU. À la tête de ce combat se trouve le président John Dramani Mahama, champion de l'Union africaine pour les réparations, épaulé par le ministre des Affaires étrangères Samuel Okudzeto Ablakwa, qui a tenu une série de réunions de haut niveau avec des experts, les organes juridiques et techniques de l'Union africaine, l'UNESCO et des défenseurs internationaux afin de bâtir un cadre multilatéral coordonné et crédible pour la justice réparatrice.

La prochaine grande étape n'est plus qu'à quelques semaines. Le président Mahama accueillera la Conférence de haut niveau sur les prochaines étapes de la justice réparatrice à Accra, du 17 au 19 juin 2026, dans le but de faire passer la conversation mondiale de la reconnaissance à la mise en œuvre, y compris les voies juridiques, économiques et institutionnelles des réparations. La conférence réunira des chefs d'État et de gouvernement, des ministres des Affaires étrangères, des universitaires, des experts juridiques et historiques, des militants et des représentants d'organisations internationales, et comprendra une commémoration spéciale du Juneteenth le 19 juin au château de Christiansborg à Osu, site historique directement lié à la traite transatlantique des esclaves, avec la participation des communautés africaines et de la diaspora, en particulier des États-Unis et d'ailleurs.

[APPUYEZ SUR LE LIEN POUR PLUS D'INFORMATIONS ~](#)

À PROPOS DU PPF

Le Front progressiste panafricain (PPF) est une organisation non gouvernementale internationale dont le siège se trouve à Accra, au Ghana. Il se tient à l'avant-garde du combat pour l'unification de l'Afrique et s'engage à coordonner et à soutenir les mouvements progressistes à travers l'Afrique et la diaspora, dans le but de faire progresser les véritables intérêts et l'avenir du continent.

Inspiré par la vision du Dr Kwame Nkrumah et d'autres panafricanistes, le PPF estime que le destin de l'Afrique doit reposer entre les mains de ses propres peuples, et que son avenir réside dans son unité politique et économique — socle de notre force et de notre souveraineté continentale.

NOUS CONTACTER & NOUS SUIVRE

SITE WEB	https://pp-front.com/
COURRIEL	panafricanprogressivefront@gmail.com
FACEBOOK	https://www.facebook.com/share/1AfibnotEf/
X (TWITTER)	https://x.com/PanAfrican_PF
INSTAGRAM	https://www.instagram.com/panafrican_pf/
TIKTOK	https://www.tiktok.com/@panafrican_pf

[REJOIGNEZ LA COMMUNAUTÉ WHATSAPP DU PPF →](#)

IN SOLIDARITY FOR AFRICA

Pan-African Progressive Front (PPF) • Accra, Ghana
www.pp-front.com

PUBLIÉ PAR
FRONT PROGRESSISTE PANAFRICAIN (PPF)
SECRETARIAT

Accra, Ghana • Mai 2026